

MAISONS-LAFFITTE



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur :

**Ville de Maisons-Laffitte
48, avenue de Longueil
78600 Maisons-Laffitte**

Travaux d'étanchéité de toiture de l'école élémentaire A. Ledreux

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1 et R.2131-12 du Code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : Lundi 6 mai 2024 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur

Article 2 - Objet de la consultation

2-1- Objet du marché

2-2- Procédure de passation

2-3- Forme du marché

Article 3 - Dispositions générales

3-1- Décomposition du marché

3-2- Durée du marché - délais d'exécution

3-3- Modalités de financement et de paiement

3-4- Forme juridique de l'attributaire

3-5- Délai de validité des propositions

3-6- Variantes et options

3-7- Autres dispositions

Article 4 - Dossier de consultation

4-1- Contenu du dossier de consultation

4-2- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

4-3- Modification de détail au dossier de consultation

4-4- Visite des lieux et consultation de document sur site

4-5- Echanges avec les candidats

Article 5 - Présentation des propositions

5-1- Documents à produire

5-2- Compléments à apporter au cahier des charges

5-3- Langue de rédaction des propositions

5-4- Unité monétaire

5-5- Conditions d'envoi ou de remise des plis

5-6- Négociation

Article 6 - Jugement des propositions

6-1- Conditions d'examen des candidatures et des offres

6-2- Offres anormalement basses

Article 7 - Renseignements complémentaires

Article 8 - Information des candidats

Article 9 - Attribution du marché

Article 10 - Instance chargée des recours

Annexe 1

Article 1 - Acheteur

Le Pouvoir Adjudicateur :

Adresse :

Ville de Maisons-Laffitte
48, avenue de Longueil
78600 Maisons-Laffitte

Téléphone : 01.34.93.12.00

Site internet : <http://www.maisonslaffitte.fr>

Profil acheteur : <http://www.maximilien.fr/>

Maître d'ouvrage :

Ville de Maisons-Laffitte
Services Techniques – Bâtiments

Maître d'œuvre :

Ville de Maisons-Laffitte
Services Techniques – Bâtiments

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La présente consultation a pour objet : Travaux d'étanchéité de toiture de l'école Alain - Ledreux située 66 rue St Nicolas à Maisons-Laffitte.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

45261420-4 Travaux d'étanchéification.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2131-12 du Code de la commande publique.

2-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché à prix global et forfaitaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Ce marché de travaux ne se prête pas à être divisé en ensemble cohérent au niveau technique. En effet, il n'est pas prévu de prestations distinctes. Enfin l'allotissement aurait pour conséquence de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du marché

La durée du marché est fixée dans l'acte d'engagement.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire dans un délai de 30 jours à réception de la facture. Les paiements s'effectueront sur fonds propres de la Ville de Maisons-Laffitte.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Le marché unique sera conclu, selon l'offre qui sera retenue :

- Soit avec un opérateur économique individuel ;
- Soit avec des opérateurs économiques groupés solidaires ou conjoints.

Sans préjudice de l'article L2341-7 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il sera fait application de l'article R 2142-19 et suivants du Code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur application de l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire solidaire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du Pouvoir Adjudicateur est adressée au mandataire qui a seul, qualité pour présenter des réserves.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé dans l'Acte d'engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variante

Sans objet.

3-6-2- Prestation supplémentaire (Option)

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle ou obligatoire (option).

3-7-Autres dispositions

Sans objet.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe ;
- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par les co-traitants le cas échéant (DC1) ;
- Déclaration du candidat ou du membre du groupement (DC2) ;
- L'acte d'engagement ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Un cadre de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Le planning prévisionnel ;
- Les plans.

4-2- Mise à disposition du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est disponible par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=875154&orgAcronyme=d7f->

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation en respectant un délai minimal de 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Une visite des lieux devra être effectuée préalablement à la remise des offres. **Cette visite est obligatoire dans le respect des règles sanitaires en vigueur.**

Adresse du site à visiter : 66 rue St Nicolas 78600 Maisons-Laffitte

Pour effectuer cette visite les candidats devront prendre contact 72 heures au préalable auprès de :

Direction des Bâtiments : Monsieur Gilles DEFFORGE au 01.34.93.12.45 en cas d'absence au 06.75.09.03.92 ou par mail à l'adresse suivante : gilles.defforge@maisonslaffitte.fr

Les visites pourront avoir lieu du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30 sur RDV.

4-5-Echange avec les candidats

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront utilisée pour la remise des offres.

Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

1-1-Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent obligatoirement produire les éléments suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de l'article L2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Les candidats peuvent utiliser le formulaire "Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants-DC1" daté et signé, dans sa version mise à jour, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> . Le candidat pourra également produire ces informations sur papier libre datées et signées ;
- le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement-DC2" dans sa version mise à jour, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> , comportant les informations suivantes ou accompagné des documents suivants. L'opérateur économique pourra également produire ces informations sur papier libre :
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- **Qualifications demandées :**

Qualibat Etanchéité :

N° 32 : Travaux d'étanchéité

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et les renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré. Toutefois, les candidats doivent fournir impérativement l'ensemble des informations nécessaires à la consultation des outils numériques et l'accessibilité doit être gratuite et en ligne.

Le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en format papier établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés au présent article. Le pouvoir adjudicateur accepte le document unique de marché européen électronique qui constitue un échange de données structurées.

Les entreprises nouvellement créées sont invitées à produire les références professionnelles ou les diplômes de leurs responsables, ainsi que tous les documents prouvant la capacité économique et financière et/ou les capacités techniques et professionnelles pour l'exécution du marché.

Si l'opérateur économique s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique E) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations.

A titre indicatif, les informations demandées ci-dessus sont reprises dans les formulaires "Lettre de candidature DC1", "Déclaration du candidat DC2", "Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé" et "Etat annuel des certificats reçus NOT12" disponibles sur les sites suivants : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics.

NOTA – Complément de candidature :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous, qu'il fixera.

En cas de groupement, les pièces énumérées doivent être produites pour chaque membre du groupement.

5-1-2-Eléments exigés au titre de l'offre

Le projet de marché comprendra :

- L'**Acte d'engagement** (AE) dûment complété, daté et signé, et le cas échéant, son annexe "Déclaration de sous-traitance DC4" ;
- La **décomposition du prix global et forfaitaire** sous format Excel et PDF, dûment et intégralement complétée ;
- Le **cadre de mémoire technique** intégralement complété accompagné des fiches techniques, L'attention des candidats est attirée sur le fait que la présentation de l'offre devra suivre l'architecture proposée dans le mémoire technique du présent dossier de consultation ;
- Le **formulaire d'attestation de visite** (annexe n° 1 du RC) dûment complété et signé.

Pour chaque sous-traitant qui serait désigné dans l'offre, l'Acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

L'opérateur économique devra indiquer dans l'Acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions (pièces de la candidature et de l'offre) doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des offres

Support électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique les opérateurs économiques doivent transmettre les candidatures et les offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=875154&orgAcronyme=d7f->

Et dans les conditions techniques suivantes :

Virus :

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature et réception des plis :

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat (signature à l'aide d'un certificat de signature électronique) selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :

Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un ZIP intitulé « Candidature.zip ». Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un ZIP intitulé « Offre.zip ». Dans le cas de lots, le ZIP contenant tous les documents relatifs à l'offre sera intitulé Offre-Lot-xy.zip (où xy est le numéro du lot). Les fichiers « Candidature.zip » et « Offre.zip » doivent être insérés dans l'enveloppe unique mise à votre disposition.

L'attention des candidats est attirée sur le fait de procéder à un nommage des documents succinct (nombre de caractères limités) et d'éviter la multiplication des sous dossiers.

Copie de sauvegarde :

Conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « copie de sauvegarde ». L'envoi d'une copie de sauvegarde sous forme papier n'est pas une obligation, c'est un droit de l'opérateur économique qui peut décider ou non de l'exercer.

Tout autre moyen de transmission (télécopie ou courriel par exemple) ne sera pas admis.

La copie de sauvegarde est ouverte :

→ Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

→ Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si le pli n'est pas ouvert à l'issue de la procédure, il est détruit par le Pouvoir Adjudicateur.

Assistance :

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques : <http://www.maximilien.fr>

5-5-1-Rejet lié au non-respect du délai de transmission des offres

Les plis qui seraient remis après la date et l'heure limites précitées ne seront pas retenus.

5-6-Négociation

Dans le cadre des marchés passés selon une procédure adaptée, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des candidats.

En cas de négociation, les conditions sont les suivantes :

- A l'issue de l'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les opérateurs économiques ;
- Le délai accordé pour la réponse au courrier de négociation ne sera pas inférieur à 48 heures décomptées, soit de la date d'envoi s'il est transmis par télécopie ou courriel, soit de la date de réception s'il est transmis par courrier recommandé avec accusé de réception postal. Le choix du mode d'envoi de ce courrier appartiendra au pouvoir adjudicateur.

Toutefois, la ville peut attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 au moyen des critères suivants :

6-1 Conditions d'examen des candidatures et des offres

Critères de sélection des candidatures :

Les candidatures seront examinées en application des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique sur les éléments suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L 2141-1 et suivants et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Dossier complet, c'est-à-dire contenant l'ensemble des documents, déclarations, certificats ou attestations demandés ;
- L'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat jugées suffisantes par rapport à l'objet du marché.

Critères de jugement des offres :

Ce jugement sera effectué afin de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse dans les conditions prévues au Code de la commande publique suivant les critères pondérés suivant :

- **Prix, pondéré à 50 %**
- **Valeur technique, notée sur 50 points.**

1 - Pour le critère prix :

L'offre la moins-disante au regard du montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire obtiendra le maximum de points. Les autres se verront affecter un nombre de points par rapport à la formule suivante :

Formule : $(\text{pondération} \times \text{prix le plus bas}) = \text{note pondérée}$

Prix analysé

2 - La valeur technique sera jugée de la façon suivante au regard des éléments indiqués au mémoire technique :

I – Qualité et origine des produits et matériels utilisés (10 points)

II - Hygiène, sécurité sur le chantier (15 points)

III – Moyens humains pressentis sur le chantier (10 points)

IV – Méthodologie de travail (15 points)

Discordance des prix forfaitaires et/ou unitaires :

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire des demandes de précisions en cas d'erreur purement matérielle, d'ambiguïté ou d'incertitude dans l'offre du candidat, afin de l'inviter à rectifier ou à compléter cette offre sans que le candidat ne puisse en modifier la teneur, c'est-à-dire que les modifications soient telles qu'elles s'apparentent à une nouvelle offre.

Lors de l'examen des offres, le Pouvoir adjudicateur (se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il (qu'elle) estimera nécessaires.

Les soumissionnaires qui remettent une offre ne peuvent émettre aucune réserve sur le contenu du dossier de consultation. Toute offre contrevenant à cette disposition sera rejetée par le Pouvoir adjudicateur (la Commission d'appel d'offres le cas échéant).

6-2 offres anormalement basses

Conformément aux articles L 2152-6 et R 2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir des renseignements complémentaires d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir **avant le 26/04/2024 12h00** une demande à :

Adresse Internet :

<https://marches.maximilien.fr>

Les renseignements complémentaires sur les documents de consultation seront communiqués au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 8 - Information des candidats

Le Pouvoir adjudicateur informe, dès qu'il a effectué son choix, les candidats ou les soumissionnaires non retenus du rejet de leur candidature ou de leur offre par voie électronique.

Article 9 - Attribution du marché

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans le délai imparti par le pouvoir Adjudicateur, à compter de la réception de la demande, les documents visés ci-après :

Le candidat qui les aurait fournis avec sa candidature sera dispensé de les remettre de nouveau.

Pour ce faire, le candidat doit fournir les documents suivants :

- Une attestation que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnées à l'article L 2141-1 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les certificats délivrés par les Administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L 2141-2 du Code de la commande publique. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat émanant des administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Les **pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5** du code du travail. *
 - La production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code la commande publique.
 - Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L241-1 du code des Assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L243-2 du Code des assurances.

Les candidats devront impérativement une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'administration sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement. Si le candidat retenu a déclaré un ou plusieurs sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

*Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

Une copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. L'arrêté du 31 janvier 2003, fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces attestations et certificats.

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente. Les candidats établissent eux-mêmes des copies de ces certificats.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait KBIS. Les candidats implantés dans un état membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Les certificats et attestations doivent être rédigés en langue française ; les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère sont cependant acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse sont indiqués.

Pour faciliter ces démarches, la DGFIP et l'URSSAF proposent un service en ligne sécurisé. Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir, de manière dématérialisée, l'attestation fiscale depuis leur compte fiscal professionnel, accessible depuis le site : <http://www.impots.gouv.fr>. Toutes les entreprises, hors entreprises sans salarié relevant du Régime Social des Indépendants (RSI), peuvent obtenir, de manière dématérialisée, le certificat social délivré par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site : <https://mon.urssaf.fr>. En fonction de sa situation sociale, l'entreprise doit compléter son dossier, en se procurant les autres certificats sociaux nécessaires, auprès des organismes compétents.

ARTICLE 10 - INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Le tribunal administratif territorialement compétent est celui de Versailles.

Précisions concernant les délais d'introduction de recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles sis 56 avenue de Saint Cloud – 78011 Versailles Cedex :

Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative.

À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative ;

Le tribunal Administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'État dans sa décision département Tarn-et-Garonne du 4.4.2014 (n° 358994).